

DICTATURE ET DEMOCRATIE

L'agression des armées américaines et anglaises sur l'Irak n'a pas été inutile ! Cette réflexion est certes cynique, mais l'invasion anglo-américaine a mis en lumière toute la manipulation « démocratique ». L'agression contre l'Irak marque un tournant, car elle a remis en cause la crédibilité des appareils d'Etat et celle des champions des droits de l'homme. Que ce soit les raisons, que ce soit les justifications, que ce soit les conséquences de cette guerre, l'Irak met à nu l'arrogance de nos « démocrates occidentaux ».

Tout d'abord, les pays du monde riche ont affirmé que l'Irak détenait des armes de destruction massive, des armes nucléaires et chimiques. Les intellectuels qui faisaient des leçons d'anti-fascisme à posteriori (c'est plus facile) révisant l'histoire de la seconde guerre mondiale ont soutenu « mordicus » les mensonges d'Etat. Ces mêmes intellectuels qui ont donné des leçons à la Terre entière sur l'évidence du goulag deviennent « raisonnablement amnésiques ». Contre l'évidence, ils persistent à soutenir l'agression tout en changeant d'argumentation. Voilà donc une guerre qui ne s'est pas faite contre « un pays dangereux pour l'ensemble du monde », mais pour mettre fin à un dictateur et à une dictature. Les grands mots sont lâchés ! La démocratie « même en érigeant les mensonges en méthode de gouvernement » doit aller déloger les dictateurs partout dans le monde. Cette croisade devient à la fois plus visible et plus lisible. Elle n'en est que plus dangereuse. En témoignent les difficultés auxquelles sont confrontés Tony Blair et Bush car leur population leur demande des comptes 3 mois à peine leur triomphe.

Reste à définir ce qu'est la démocratie aujourd'hui. Il ne s'agit pas ici de s'embarquer dans un débat philosophique que nous menons par ailleurs (voir les articles sur le bilan stalinien), il s'agit juste de développer quelques arguments, quelques pistes, quelques axes « pour faire avancer la démocratie ».

SMALL IS NOT DEMOCRATIQUE...

Il ne fait aucun doute que Tito était un dictateur... Pourtant sa dictature était cent fois plus « démocratique » que la situation que connaît actuellement l'Ex-Yougoslavie. Ou alors le mot « démocratique » n'a aucun sens. Si la démocratie est le découpage violent en « territoires », le repli sur les origines ethniques et la séparation des régions riches (Slovénie) de celles qui sont pauvres (Kosovo), la démocratie est donc une guerre fratricide entraînant la mort de dizaines de milliers de personnes. C'est l'ex-Yougoslavie. La démocratie, version militants des droits de l'homme, c'est aussi une région dirigée par 35 000 GI's, le Kosovo, parce que ce dernier est pauvre, trop instable et donc trop dangereux. La démocratie serait-elle de mettre un cordon sanitaire et quelques miradors autour des « pays à problèmes » pour laisser les régions s'enfoncer dans la misère et l'insécurité : les meurtres au Kosovo n'ont jamais été aussi nombreux que depuis quelques mois ! Ceux qui avaient appelé ou applaudi aux bombardements américains sur Belgrade (et ils étaient nombreux de la droite à l'extrême gauche jusqu'aux pseudo-anars d'Alternative Libertaire) l'avaient fait au nom de ce modèle de démocratie. L'échec évident de la « Bosnie démocratie », du « Kosovo démocratique », et c... ne les a pas fait réfléchir. Dommage...

Il ne fait aucun doute que Saddam Hussein est un dictateur. Pourtant sa dictature, avec 12 ans d'embargo et des bombardements incessants, a maintenu l'unité de son pays et a donné plus à manger au peuple irakien que des Américains et Anglais bourrés de fric qui sont incapables en 3 mois d'invasion d'approvisionner la population !! Là encore, nous marxistes, nous devons nous tromper. La démocratie, ce serait donc :

- un pays découpé en zones contrôlées par les « ethnies » et les communautés religieuses, (les kurdes au Nord, les chiïtes, les sunnites, et c...)
- un pays sous tutelle américaine ou de l'ONU
- un pays dont les richesses minières sont à la disposition des pays riches.

Mais, en Irak, qui défend la démocratie ? Les résistants qui exigent le départ des Américains ou les tenants d'un « communautarisme » anti-démocratique.. Il serait donc plus démocratique d'être à la merci de potentats locaux, d'être régis par les lois imposées par les religieux les plus obscurantistes que d'être dans un Etat unique, laïc... Il s'agit d'une révision de l'histoire... de sa propre histoire. Car la révolution française (avec la terreur) a mis fin au pouvoir (très déliquescents) des seigneurs locaux, à la division en provinces, aux dictats des religieux. Certes, il est aujourd'hui de bon ton de fustiger les révolutionnaires de l'époque en les traitant de « dictateurs » (Robespierre, etc..). Il est aussi de bon ton de mettre un signe égal entre Hitler et Staline en oubliant très élégamment Stalingrad..

POUR LA DEMOCRATIE... QUELQUES PISTES :

La quête démocratique repose sur une analyse concrète, sur les rapports de classes sur l'analyse de la situation mondiale. Il apparaît nécessaire de donner quelques points de repères. Nous disons, il y a quelques années, et notamment face aux agitations corporatistes de la nouvelle bourgeoisie que « tout ce qui bouge n'est pas rouge ». Eh bien, tout ce qui bouge n'est pas « démocratique ». Nous pensons que la revendication d'une « mondialisation démocratique » est nécessaire. Elle implique certes des efforts idéologiques et politiques. Ce n'est pas une revendication abstraite. La preuve, voici quelques pistes très concrètes ...

1) NI EMIETTEMENT, NI BOURGEOISIE NATIONALE

Nous pensons qu'aujourd'hui tout ce qui va dans le sens de l'émiettement des Etats ou dans le sens du repli ethnique ou communautariste n'est pas démocratique. En effet, dans une économie mondialisée, c'est vouloir faire raisonner les populations et notamment les ouvriers au ras des pâquerettes. C'est vouloir leur masquer les enjeux réels de pouvoir et d'exploitation. Dans ces conditions, nous sommes très hostiles aux « revendications identitaires » qui font le lit des revendications nationalistes et réactionnaires.

Cela veut dire que nous soutiendrons totalement les Ivoiriens s'ils manifestent en masse devant la bourse de Chicago pour que le cacao (90% de leurs ressources) soit payé correctement et que nous déplorons que les Ivoiriens qui se battent et se divisent pour une parcelle dérisoire de pouvoir en Afrique.

On serait tenté de nous rétorquer que nous sommes pour le « statu quo ».. Certainement pas ! Car les bourgeoisies « nationales », en ex-Yougoslavie, en Irak ou ailleurs qui tentent de sauver leur pouvoir n'ont pas d'avenir face à la mondialisation de la lutte de classe. Simplement, nous considérons, preuves à l'appui que l'émiettement aggrave le sort des populations et fait reculer les « acquis démocratiques ». Ni plus, ni moins !

2) LA LUTTE OUVRIERE DOIT PRENDRE EN COMPTE LA MONDIALISATION

Nous sommes aussi très hostiles aux orientations politiques qui veulent ramener les salariés, les ouvriers et les peuples à faire dans « le concret », dans « l'immédiat ». Cette idéologie, très en vogue chez les syndicalistes et les écologistes vise à faire croire que le peuple ne peut contrôler guère plus que son quartier, son usine ou au mieux sa ville. L'Europe, ce serait trop loin, quant au monde, c'est déjà la lune. Ces orientations sont profondément anti-démocratiques... Alors que tous les problèmes (non seulement la production) se posent au niveau mondial, on ne veut surtout pas que les classes opprimées puissent placer leurs revendications à ce niveau. Ce serait trop « difficile ». Dépasser le cadre des frontières actuelles pour pointer et circonscrire les responsables de la stagnation de la production, des licenciements, et c.. est une nécessité démocratique.

Cela veut aussi dire que nous ne soutenons pas des revendications chauvines (fermeture des frontières ou lutte contre les délocalisations) dans les conflits luttant contre les licenciements. Ce qui ferme l'usine STMicroelectronics à Rennes ce n'est pas les Taiwanais (comme le dit la CFDT) mais les actionnaires multinationaux de cette entreprise. La paresse politique est de s'en prendre aux pays et aux salariés qui reprennent l'activité délocalisée. L'exigence démocratique suppose de pouvoir contrôler les capitalistes qui organisent la production sur la planète. La « mondialisation démocratique », c'est donc très concret .

3) LUTTER CONTRE L'OBSTACLE PRINCIPAL A LA DEMOCRATIE : LE BUSHISME

S'appuyant à la fois sur l'émiettement des Etats et sur la nécessité de rétablir des marges de profit dans une crise économique interminable, le capitalisme international a lié son sort au bushisme. Cette forme de fascisme a décidé de faire régner la terreur sur l'ensemble de la planète en fonction des intérêts de quelques centaines de milliers de maîtres du monde. Il leur faut contrôler toutes les « ressources » qui fondent leur pouvoir (matières premières, matière grise, services, productions agricoles). Et avec des moyens militaires. Le prétexte à cette dictature qui se met en place petit à petit, c'est la guerre contre le terrorisme...

Le bushisme ne se réduit ni à Bush ni aux USA. C'est un pouvoir politique et une conception politique reposant sur un droit : les intérêts des capitalistes et des couches sociales qui accrochent leur sort à ceux-ci. Les capitalistes sont partout sur la planète « défendables ». Partout sur la planète, il est « légitime » d'aller défendre leurs intérêts et pouvoir par n'importe lequel des moyens (y compris au moyen d'armes nucléaires ciblées).

Le bushisme a l'avantage de montrer à quel niveau se situent les enjeux. Au niveau mondial ! Et la mondialisation « démocratique » passe par la lutte et la défaite de la dictature bushiste.